

La commission Harpon livre ses recommandations

Recrutement confié à la DGSI, contrôles renforcés... un arsenal est prévu pour lutter contre la radicalisation des fonctionnaires.

JEAN CHICHIZOLA

TERRORISME Comment l'employé d'un service de renseignement, habilité secret-défense et approuvant l'attentat contre Charlie Hebdo, a-t-il pu tuer avec préméditation le 3 octobre 2019 quatre de ses collègues au sein de la préfecture de police de Paris? Rédigé par le député LREM Florent Boudié, le rapport de la commission d'enquête sur «l'affaire Harpon» est examiné ce mercredi. Elle a été présidée par le député LR, Éric Ciotti. Et deux de ses secrétaires, les LR Éric Diard et LREM Éric Poulliat, ont rédigé, en juin 2019, un rapport sur «les services publics face à la radicalisation» dont plusieurs propositions sont reprises.

Les députés déplorent des «dysfonctionnements majeurs» et, face à eux, le préfet de police n'a pas mâché ses mots:

«Aujourd'hui, un cas aussi grave que celui de Mickaël Harpon devrait à l'évidence faire l'objet d'un signalement immédiat.»

La commission revient bien sûr sur l'approbation de l'attentat de Charlie par Harpon, sur la pratique de plus en plus rigoureuse de ce converti à l'islam, sur les craintes de collègues quant au risque de fuite de données sensibles par l'informaticien. Elle rappelle aussi que la radicalité de Harpon n'est pas un cas isolé: au 29 novembre 2019, 810 individus inscrits au fichier des radicalisés exerçaient ou avaient exercé une ou plusieurs professions qualifiées de «sensibles». Pour renforcer la lutte contre la radicalisation interne, la commission fait plusieurs propositions, à commencer par «engager le repositionnement de la DRPP au sein du renseignement intérieur, selon deux scénarios possibles, allant de la refonte totale au transfert à minima des activités de lutte

contre le terrorisme vers la DGSI». Elle recommande ensuite de «confier à la DGSI et à la DRSD (renseignement interne des armées) le rôle de chefs de file des recrutements dans les services de renseignement, notamment par la construction d'un format d'entretien et d'une grille d'analyse types».

«Aujourd'hui, un cas aussi grave que celui de Mickaël Harpon devrait à l'évidence faire l'objet d'un signalement immédiat»

IDRIER LALLEMENT, PRÉFET DE POLICE DE PARIS

Mais aussi de créer à la DRPP une unité de contrôle interne et un référent radicalisation, ainsi que développer les échanges technologiques et humains avec le renseignement territorial et la DGSI. Il est sug-

géré de «ne jamais intégrer un agent pour lequel la procédure d'habilitation préalable n'est pas arrivée à son terme», de demander plus de renseignements (sur les activités numériques et l'environnement familial élargi et recomposé, y compris passé) pour les habilitations et de réduire leur durée de validité. Enfin, selon la commission, il faut renforcer l'usage du «rétro-criblage» et des contrôles inopinés pour les agents habilités.

Le rapport prend également en compte la difficulté humaine et juridique des signalements d'individus radicalisés. Il est ainsi proposé, dans les demandes de sanctions, de privilégier le «contra-dicatoire asymétrique» qui permettrait aux juges d'avoir accès à des notes de renseignement classifiées, inaccessibles à l'individu visé par la procédure. Par ailleurs, le rapport suggère de créer «une plateforme anonymisée ou partiellement anony-

misée destinée aux signalements internes des professions sensibles».

L'idée d'un serment sur la Constitution prêtée par les agents publics est avancée. Sur les secteurs sensibles autres que le renseignement, la commission suggère «d'étendre le champ des enquêtes préalables au recrutement des personnels administratifs des administrations remplissant une mission de sécurité et des personnels civils dans les armées, afin d'assurer un contrôle de l'ensemble des personnels, même non habilités». Et, en outre, de «permettre aux entreprises de transport de solliciter une enquête [de sécurité] sur les salariés des entreprises sous-traitantes et les intérimaires» et d'intégrer «dans le champ des personnes pouvant faire l'objet d'un criblage les intervenants en établissements pénitentiaires». Au total, un arsenal pertinent... à condition qu'il soit mis en œuvre. ■

La collapsologie, ce rêve autarcique qui fait des émules avec la pandémie

Venu des États-Unis, ce mouvement «effondriste» croit au retour à la nature, loin du consumérisme et de la mondialisation. De plus en plus de familles changent de vie.

STÉPHANE KOVACS @KovacsSt

IDÉOLOGIE Certains vont s'investir dans une monnaie locale. D'autres dans la permaculture. D'autres encore vont simplement faire réparer leur vieux vélo et privilégier l'achat d'occasion... Longtemps marginaux et moqués, les adeptes de la collapsologie voient, avec cette pandémie de Covid-19, un regain d'intérêt pour leurs idées.

Notre civilisation «thermo-industrielle», fondée sur les énergies fossiles, la consommation et la croissance, arrive à son terme, estiment ces «effondristes». De blogs en groupes Facebook, en passant par des ouvrages à succès, voilà en tout cas de plus en plus de Français convaincus de la nécessité de se préparer à une éventuelle catastrophe.

En février déjà, une enquête Ifop pour la Fondation Jean Jaurès révélait que 65% des Français croient à la thèse d'un effondrement de notre civilisation dans les prochaines années. Le virus a accéléré la prise de conscience, assurent les collapsologues. «C'est un discours qui peut être très anxiogène, affirme l'économiste Loïc Stefan, qui vient de publier *N'ayez pas peur du collapse*». Alors on a jugé important de créer un groupe Facebook pour réfléchir posément sans sombrer dans la déprime. «Cette page, «La collapsologie heureuse», a gagné plus de 5000 nouveaux membres depuis le début du confinement: ils sont désormais plus de 29500. «Bien des gens sont en train de reconfigurer leur vision du monde face à cette angoisse! décrypte celui qui est aussi cofondateur de l'Observatoire des vécus du collapse (OBVECO). Cela témoigne peut-être du fait que quelque chose ne tourne pas rond dans la fable de la croissance infinie dans un monde fini.»

Auteur d'un livre intitulé *Avant l'effondrement*, l'ancien ministre de l'Environnement Yves Cochet, 74 ans, vit aujourd'hui retiré dans sa propriété bretonne, où il a mis en place un mode de vie résilient face à la catastrophe qu'il estime inéluctable. Avec le coronavirus, «on a vu qu'on n'était pas du tout préparés», a-t-il indiqué à l'AFP. «L'effondrement a commencé à petit feu, abondait en mars, dans une vidéo postée sur son site, Jean-Marc Jancovici, président du think tank The Shift

Project, qui «œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone». C'est un processus par marche d'escalier, et là on vient de se prendre une petite marche, derrière laquelle on ne reviendra pas au niveau précédent.» Quant à Pablo Servigne, co-auteur en 2015 de *Comment tout peut s'effondrer*, ouvrage qui a popularisé la collapsologie, il estime que la crise démontre comment «notre société est vraiment devenue hypervulnérable», avec notamment des sources d'approvisionnement spécialisées et souvent éloignées, et se réjouit de ce «grand coup d'arrêt, comme un signal d'alarme dans le train».

Anticiper l'exode des citadins

Pour Loïc Stefan, «il ne s'agit pas encore du vrai collapse – quand les services de base de l'État ne sont plus assurés. Mais bien d'une répétition générale, une sorte de stress-test qui nous a permis de pointer ce qui fonctionnait ou non». Un «effritement» plutôt qu'un effondrement, «qui doit nous faire réfléchir à la nécessité de promouvoir une société plus résiliente».

Avec l'objectif d'aider les élus des communes rurales à anticiper les crises qui se profilent, Alexandre Boisson, ex-membre du Groupe de sécurité du président de la République, a fondé S.O.S. Maires. «Nous ne sommes pas collectivement prêts à affronter de telles situations, se justifie-t-il. Alors que les maires des communes rurales, eux, peuvent sécuriser, dès aujourd'hui, le minimum vital à l'échelle de leur commune – la moins vulnérable à la rupture des flux.» Son site recense «les exemples de communes ayant mis en œuvre des solutions d'autonomie "de guerre" et de résilience à plus long terme». Il appelle aussi les édiles à anticiper l'exode de citadins...

Comme Pierre Frelon, qui, après un stage chez les Richart (lire ci-contre) a emménagé, il y a un mois et demi, dans une ferme en Vendée. «Je n'ai plus envie de vendre des placements! lâche ce trentenaire qui travaille encore dans un cabinet de gestion de patrimoine, tandis que son épouse est kinésithérapeute. On vivra d'amour et d'eau fraîche! Et ça ne pourra pas arriver, l'effondrement, car on aura pris les devants.»

*Avec Pierre-Éric Sutter, aux Éditions Desclée de Brouwer.



Installée depuis une dizaine d'années dans une ferme au cœur du Cantal, la famille Richart s'est convertie à l'autonomie alimentaire (ici une récolte de miel), énergétique et médicale.

NOS PIEDS SUR TERRE

Chez les Richart, le lave-linge est à pédales et les toilettes à lombrics

ICI, le lave-linge est à pédales, le four, solaire, et le petit dernier ne mâchonne pas du chewing-gum mais... des feuilles de chou kale. Cela fait déjà une dizaine d'années que la famille Richart, installée dans une ferme «auto-éco-rénovée» au cœur d'un village du Cantal, «se prépare à l'effondrement». Autonomie alimentaire, énergétique, médicale... Avec l'épidémie de Covid-19, le profil de «collapsologues» du couple ne prête plus aux moqueries. «Aujourd'hui, les gens du bourg viennent nous demander conseil pour une éolienne ou des panneaux solaires, sourit Rémi Richart. Quant aux stages d'immersion que nous organisons, ils sont déjà presque tous complets cet été. On y enseigne la résilience, c'est-à-dire la façon de moins dépendre de cette société qui vacille.» Leur petite entreprise, les Richart l'ont baptisée Nos pieds sur terre.

Rémi Richart était informaticien, son épouse, Bénédicte, institutrice. Mais ils ont «pris conscience de la finitude de notre société». Lui a approfondi son expertise en énergies renouvelables, elle s'est tournée à la médecine traditionnelle chinoise. Avec leurs trois garçons, de 4 ans et demi, 10 et 12 ans, ils pratiquent l'école à la maison, mais aussi la permaculture, la phyto-épuration, les médecines douces... et font de la pédagogie autour d'eux. «Nous avions pensé à une

flambée du prix du pétrole, à un emballement du climat, affirme le couple. Mais pas qu'une des étapes de l'effondrement de notre société thermo-industrielle serait une pandémie... Allons-nous prendre conscience que nous ne pouvons pas continuer à vivre comme avant?»

«Survivalisme solidaire»

Aujourd'hui, le téléphone n'arrête pas de sonner. «Y'a pas mal de gens qui réfléchissent à leur résilience», raconte Rémi. Y'en a même qui se disent «très résilients»; ça nous a fait rire! Il y a aussi ceux qui se targuent d'être déjà «0 déchet». Mais pour nous, c'est une évidence, ce n'est même pas envisageable d'acheter une bouteille en plastique! Ce sont souvent des familles qui essaient de modifier leur façon de consommer, mais ont besoin d'un déclin pour changer de mode de vie. Puisqu'«on ne sait pas ce qui va se passer», il s'agit de mettre en place «des micro-sociétés résilientes», souligne Rémi. «Ce qui est sûr, c'est qu'on a moins de ressources, donc tout va devenir plus cher, poursuit le quadragénaire. Que ce soit l'eau, l'électricité, l'alimentation, si on les produit soi-même, ça restera accessible.»

Avec son moulin, la famille fabrique sa farine elle-même. «Si le prix de la farine augmentait, on serait en mesure d'en produire plus, pour nourrir tout le village, explique

le couple. Nous, on est dans le survivalisme solidaire, notre but est d'aider le maximum de personnes à prendre conscience de la situation. On ne s'en sortira pas tout seuls! Cuire sa tarte à la rhubarbe dans un four solaire, à basse température, «cela prend plusieurs heures, certes, mais ça ne consomme aucune énergie!» fait remarquer Rémi. Et lui parle pas d'un retour en arrière! «Ce n'est pas parce qu'on change de vie qu'on perd tout le confort, clame-t-il. Ici, ce n'est absolument pas la bougie dans la grotte! On n'a pas la télé, mais une salle de cinéma avec un vidéoprojecteur, où l'on se passe des films qu'on récupère à la médiathèque.»

Lors des stages – où des activités sont concoctées pour petits et grands – on apprend à récupérer l'eau de pluie ou à organiser des toilettes à lombrics. Mais également «des choses toutes simples, que l'on ne voit plus à l'école, comme d'ouïr le fruit». Il y a aussi toute une journée sur le pain. «À un moment, beaucoup de gens seront obligés de faire leur propre pain, parce que ce sera trop cher ou trop loin, prédit Rémi. On part du grain de blé, et le soir on va manger le pain. Ils se rendent peut-être compte qu'il est plutôt bon, meilleur que celui du supermarché. Désormais, on va se recentrer sur l'essentiel. Le luxe, cela va être manger ce que l'on a produit soi-même.» ■ S.K.